

# Reconnaissance du monde du travail et de ses valeurs dès le collège

Gérard Hernandez  
Enseignant documentaliste en Charente

**Collège Jack-Luc Fillon, conseil de classe de Troisième latiniste : orienter la fille du notaire vers un DEA « Esthétique du langage » (Paris IV – Sorbonne) ou lui proposer de découvrir le CAP « Maintenance et hygiène des locaux », un métier « où le sens du contact est important<sup>1</sup> » ? Telle est bien la question ?...**

## Méritocratie républicaine et culture démocratique

*« Des insuffisances et des dysfonctionnements de la machine Education, nous savons à peu près tout. Nous savons ses faiblesses pédagogiques, sa propension à exclure, mais nous avons du mal à définir ce que serait une école plus efficace et plus juste, qui ne laisserait pas les gamins par dizaines de milliers au bord du chemin<sup>2</sup> ».*

La France compte neuf Instituts d'Etudes Politiques (IEP) qui forment les étudiants en cinq ans d'études après le Bac. Huit IEP se trouvent en Province, le neuvième à Paris. En 2004, dans la plus parfaite transparence, cinquante des cinquante-huit lauréats du concours d'entrée à l'ENA étaient des étudiants formés à l'IEP Paris (qui compte 2,5% d'enfants d'ouvriers et d'employés)... *On mesure ici le poids de la « culture légitime », « cet ensemble de savoirs et de comportements implicitement partagés, au lycée, par les élèves, leurs familles et les enseignants, et sur laquelle se fondent explicitement ou implicitement les critères d'évaluation<sup>3</sup> ».*

Le poids des enfants de cadres supérieurs et d'enseignants (qui est de l'ordre de 15% chez les 20 – 24 ans) varie de 4% dans les sections de Techniciens supérieurs à 81% dans les grandes écoles scientifiques (Polytechnique). Les inégalités entre enfants, déjà présentes dès le primaire, s'accumulent tout au long du cursus scolaire (*« promotion par le haut d'une élite toujours plus favorisée et exclusion par le bas des barbares les plus encombrants<sup>4</sup> »*). Et pourtant le système « fonctionne », se démocratise. L'an passé, dans notre pays, 62 % d'une génération a obtenu un Bac (divine surprise, en trente ans, le nombre d'étudiants a été multiplié par sept<sup>5</sup> !).

## Plus de diplômes, mais dévalorisés

Mais la situation économique actuelle impose, semble-t-il, une dévalorisation des diplômes. L'université accueille aujourd'hui deux millions d'étudiants ; les lauréats du baccalauréat accèdent à des études universitaires que beaucoup – puisqu'on a refusé de leur donner les moyens théoriques de la réussite - ne pourront mener à leur terme (5% des étudiants de troisième cycle proviennent de familles ouvrières). D'autres étudiants, surdiplômés, sont obligés aujourd'hui d'accepter des

<sup>1</sup> Voie Pro, « *Propreté entretien* » - Métier « agent de propreté », page 8 - ONISEP – 2005.

<sup>2</sup> Berthomeau, Patrick, Editorial « *Tant qu'il y aura des élèves* » - Sud-Ouest – 08/06/05

<sup>3</sup> Davidenkoff, Emmanuel – « *Comment la gauche a perdu l'école* » – Hachette, Littératures – 2003.

<sup>4</sup> Meirieu, Philippe – Guiraud, Marc : « *L'école ou la guerre civile* » - Plon – 1997.

<sup>5</sup> Ministère de l'Education nationale – Direction de l'Evaluation et de la Prospective (DEP)

emplois d'exécution routinière, bien éloignés des emplois tertiaires de décision ou d'expertise promis par la société. « *Le cercle vertueux s'est rompu qui associait le succès scolaire commun à une promesse d'ascension sociale*<sup>6</sup> ».

Pendant ce temps, les élèves « orientés », issus le plus souvent des milieux défavorisés, sont encore définis par l'Institution comme « faibles » : dans notre système éducatif, la réussite des uns se définit tout d'abord par l'échec des autres... Pour ces élèves relégués dans des filières moins nobles ou vers des diplômes mal reconnus, pour tous ceux qui ont quitté précocement le système éducatif, la sanction est immédiate : 45 % des actifs de moins de 25 ans qui n'ont obtenu aucun diplôme sont au chômage.

### **L'école et le monde du travail**

On constate toujours de fortes corrélations entre l'origine culturelle (et donc sociale), et la probabilité de « réussite » d'accès aux postes de commandement, aux fonctions les mieux rémunérées.

Quel est, dans ce contexte, le poids de l'école ? Un acteur de premier plan ou le révélateur de tensions qui la dépassent ? De nombreux travaux sociologiques (en particulier l'analyse du rôle de l'établissement, de la classe, de l'enseignant<sup>7</sup>) tentent de répondre à ces questions fondamentales. Je voudrais ici restreindre le champ d'investigation et questionner quelques fonctions cachées du système d'enseignement, en proposant les résultats d'une enquête locale : comment et pourquoi le collège forme-t-il si imparfaitement les futurs citoyens à la connaissance du monde du travail (ce qui dépasse, et de beaucoup, la seule information sur les métiers, les procédures individuelles d'orientation) ?

Aujourd'hui, les collégiens sont des personnes. Demain ils seront des citoyens et des travailleurs : que pourrait proposer l'école ?

## **1 Un système éducatif fortement hiérarchisé et discriminant**

### **1- 1 Education efficace ? Éducation équitable ?**

#### **1 – 1 – 1 De réelles capacités d'évolution et d'adaptation**

Chaque année, notre système éducatif prend en charge environ dix millions d'élèves. Les politiques menées par les différents gouvernements sont contestées (tour à tour par les enseignants, les parents ou les élèves) pour de multiples raisons (pas assez de moyens, trop de sélection, baisse du niveau, etc.), et pourtant, l'année scolaire se termine toujours – superbe « marronnier journalistique - par la traditionnelle réussite des élèves de Terminale au Baccalauréat. La société entend assurer à tous les jeunes, quelles que soient leurs caractéristiques individuelles ou leurs appartenances culturelles et sociales, un niveau de formation générale élevé, garant d'une insertion professionnelle et sociale réussie et d'un accomplissement personnel.

Le niveau de formation et de qualification est en constante augmentation. Un million d'enseignants, courageux, patients et attentifs, tentent d'adapter leurs méthodes aux nouveaux publics d'élèves que la société leur demande de prendre en charge ; ils innovent, mettent en place des pédagogies nouvelles (travail en équipe, autonomie des élèves) et se forment aux incontournables TICE, technologies innovantes qui mêlent désormais Education, ordinateurs et réseau Internet. Enfin, l'école reconnaît l'élève comme un sujet de droit : il peut aujourd'hui élaborer son projet personnel de formation et d'insertion sociale et professionnelle. Du moins, en théorie.

Une question de fond n'est pas résolue : si l'enseignement est bien « sélectif » (il trie et sélectionne) peut-il dans le même temps « éduquer », élever dans la fraternité et la coopération ? Comment répondre au mieux aux besoins réels de la Démocratie et à la promotion des citoyens ?

<sup>6</sup> Johsua, Samuel – « *l'école entre crise et refondation* » - La Dispute – 1999.

<sup>7</sup> Cherkaoui, Mohamed - « *Sociologie de l'éducation* » - Presses Universitaires de France – coll. Que sais-je ? N° 2270.

## 1 – 1 – 2 Un système éducatif toujours élitiste, mais qui garde le soutien des catégories populaires.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, trop d'élèves sont relégués aux frontières des villes, comme de la société (dans le même temps, 40% des fils de cadres fréquentent, de manière continue ou temporaire, l'enseignement privé). L'école, monumentale course d'obstacles, semble contribuer activement au renforcement des inégalités. Encore aujourd'hui, alors que tant de réformes sociétales modifient notre manière de vivre, la société française véhicule une image homogène et unique de « l'excellence » (celle qui, au final, forme les enseignants). « *On a l'impression que le collège actuel est conçu pour un élève mythique qui aurait une mère au foyer disponible, ou, plus précisément, une mère prof avec des horaires adaptés !*<sup>8</sup> »

Censé apporter les lumières de la civilisation, le système éducatif est basé sur quelques disciplines « distinguées » (la reine « Mathématiques » a supplanté depuis quelques années le roi « Humanités gréco-latines »), dont la maîtrise permet ou non à l'élève de poursuivre une carrière scolaire et universitaire qui débouche sur les fonctions les plus prestigieuses - et souvent très rémunératrices - ou sur l'échec et le déclassement social. L'anxiété saisit les classes moyennes, un fort sentiment de possible précarisation les envahit dès qu'elles acceptent de regarder objectivement la vie des exclus, dans leur quartier, dans leur ville. « *L'école est devenue la religion mondiale d'un prolétariat modernisé, et elle offre ses vaines promesses de salut aux pauvres de l'ère technologique*<sup>9</sup>... Terrible constat toujours d'actualité.

### Le poids de la norme scolaire

La sélection, la « démocratisation ségrégative », par l'élimination sur des critères académiques induit obligatoirement une voie royale pour quelques uns, et, à côté, une écrasante majorité « d'exclus de l'intérieur<sup>10</sup> », qui sont censés vivre leur marginalisation sans colère. « *Si, pour éliminer les classes les plus éloignées de la culture scolaire, les systèmes d'enseignement recourent de plus en plus souvent à la « méthode douce », c'est que, au titre d'institution de police symbolique, vouée à décourager chez certains les aspirations qu'elle encourage chez tous, le système d'enseignement doit se donner les moyens d'obtenir la reconnaissance de la légitimité de ses sanctions et de leurs effets sociaux*<sup>11</sup> ».

L'élève, tout au long de son cursus, se verra proposer des savoirs et des savoirs faire, et devra s'imprégner de valeurs socialement reconnues. Cet apprentissage sera validé par des diplômes. Problème : tout autre savoir ou savoir faire populaire, technique ou manuel, tout autre compétence ou « talent » acquis par l'élève dans son environnement familial (la cuisine, la mécanique, le secourisme, la couture, la maîtrise de la langue arabe, des jeux vidéo comme celle de l'agriculture) sera superbement ignoré par l'Institution, car extérieur à la culture abstraite et « désintéressée », car non conforme au modèle dominant...

Si la société s'accorde à vouloir conduire chaque élève au maximum de ses possibilités, il lui reste encore à accomplir une véritable révolution copernicienne : considérer que tous les savoirs permettent aux élèves de se construire, d'échanger, d'être reconnus ! Cela passe bien évidemment par la reconnaissance, au niveau de la classe de Troisième, de toutes les compétences acquises par l'élève en dehors du champ de la culture scolaire traditionnellement admise. L'évaluation et la validation de telles connaissances devraient être confiées, en toute logique, à des enseignants extérieurs au monde du collège, et, pourquoi pas, si le cadre défini donne toutes les garanties, à des professionnels du monde du commerce et de l'artisanat, du monde de l'entreprise.

### A l'heure du consumérisme

Selon les représentations dominantes de la classe moyenne de notre pays, un enfant qui devient un travailleur manuel après son passage à l'école est un enfant qui n'a pas réussi : il y

<sup>8</sup> Pierrelée, Marie Danièle – Baumier, Agnès : « *Pourquoi vos enfants s'ennuient en classe* » - Syros - 1999

<sup>9</sup> Illich, Ivan – *Une société sans école* – Seuil, Points - 1971

<sup>10</sup> Bourdieu, P ; Champagne, P- « les exclus de l'intérieur » - « *La misère du monde* » - Le Seuil, Paris – 1993.

<sup>11</sup> Bourdieu, P ; Passeron, J.C. – « *la reproduction* » - Les éditions de minuit – 1970.

aurait des élèves doués et d'autres moins, certains qui savent a priori, et d'autres non ; pour beaucoup, aujourd'hui encore, trier, sélectionner, c'est le principal travail de l'école. L'idéologie libérale impose, à l'école comme dans toute la société, sous des gouvernements de « gauche plurielle » ou de droite, la compétition comme un élément nécessaire au progrès par la marginalisation des moins « aptes » et des moins « courageux ». Obtenir des diplômes prestigieux, c'est non seulement l'assurance d'une intégration valorisante dans la vie professionnelle, mais c'est aussi faire partie d'un réseau de relations, d'un réseau de pouvoir d'une extrême efficacité ! Les deux atouts maîtres de la réussite.

A l'enseignant, reviendrait la périlleuse mission de positionner les individus sur l'échelle sociale, de hiérarchiser en vertu de ce potentiel qui leur serait propre. L'enseignant, d'une neutralité sans reproches, serait apte à évaluer par des méthodes supposées objectives, à orienter de manière juste et efficace. Est-ce bien toujours le cas ? Cette question agite toujours l'institution éducative<sup>12</sup>...

Aux parents les plus diplômés des classes moyennes ciblés par les techniques « marketing », séduits par les plaquettes de présentation richement illustrées, les options rares, les regroupements pédagogiques innovants et les projets d'établissement ambitieux, il revient de s'orienter sur le marché de l'offre scolaire, pour faire inscrire leurs enfants dans les établissements « pôles d'excellence ». Ne soyons pas hypocrites ! Nous savons bien que ces parents, les plus diplômés, ne conçoivent désormais le savoir que dans sa dimension d'instrument pour agir socialement, pour accroître les revenus futurs : « les inégalités Nord /Sud » constituent une leçon de géographie qu'il convient d'apprendre et de réciter, mais qui au fond, ne nous concerne pas. Ethique personnelle, choix de vie et connaissances scolaires sont désormais déconnectés. L'école, une arme efficace pour gagner dans la jungle libérale...

Les autres parents, moins « performants », confrontés au chômage de masse, plus pauvres en « capital scolaire et culturel », gardent majoritairement leur confiance dans le service public de l'Education nationale.

Leurs enfants deviendront le plus souvent des « exécutants », subissant de plein fouet les processus de relégation sociale (150 000 jeunes, soit 20% d'une génération, quitte le système éducatif sans diplôme supérieur au Brevet des collèges...). Alors que, fin juin, ces parents espèrent que leur adolescent va rapporter ce baccalauréat, synonyme de promotion sociale, ils ignorent peut-être que 69 000 élèves ont déjà fait acte de candidature, et que 38 000 futurs étudiants ont déjà pris une avance scolaire appréciable, en intégrant la première année d'une classe préparatoire. Là, ces « héritiers » - pour qui l'examen du Bac est une simple formalité - trouveront de meilleures conditions de travail et commenceront à s'insérer dans un tissu social et relationnel (remplir un « carnet d'adresses ») qu'ils rentabiliseront au mieux dans le cadre de leurs futures activités professionnelles.

L'alchimie reste mystérieuse, mais les résultats sont là : un enfant d'ouvrier - qui devra réussir à intérioriser la culture « légitime » - a 7 fois moins de chances d'obtenir le Bac S – promu unique refuge de l'excellence scolaire - que des enfants de cadres ou d'enseignants<sup>13</sup>.

Mais, au fait : comment les élèves vivent-ils cette situation ?

## **1 – 2 Enquête : attentes et représentations d'élèves de sixième par rapport au monde du travail**

### **1 – 2 – 1 Une communauté qui fonctionne « naturellement »...**

<sup>12</sup> Merle, Pierre – « *Sociologie de l'évaluation scolaire* » - PUF – Que sais-je n° 3278 - 1998

<sup>13</sup> Ministère de l'Education nationale – Direction de l'Evaluation et de la Prospective (DEP).

Soit une petite ville rurale de province. Les « Lois du marché », la compétition scolaire jouent à plein : par stratégie « d'évitement » bien compréhensible (!...), les enfants des classes moyennes supérieures et des professions libérales du canton sont scolarisés dans le collège privé, les autres, en moyenne d'un niveau social plus faible, sont accueillis par le collège public. Dans le collège public se trouve une autre structure pédagogique, très autonome dans les faits, la SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté) qui regroupe, sous l'autorité de professeurs des écoles dévoués, des élèves en grande difficulté scolaire (quatre classes, de la 6° à la 3° qui comptent chacune environ une quinzaine d'élèves). La culture familiale de ces élèves, souvent en échec dès le primaire, reste très éloignée et indifférente à la vénérable « culture scolaire ». Les parents se mobilisent peu pour l'avenir scolaire de leurs enfants...

Dans ce collège, tous les élèves de la SEGPA pratiquent l'EPS, certains bénéficient de cours d'éducation musicale, aucun de cours d'arts plastiques. Dans les classes de 4° et de 3°, ils découvrent des métiers manuels (menuiserie, maçonnerie, peinture, cuisine, entretien). Ces malchanceux de l'égalité républicaine, marginalisés dans l'établissement, n'ont aucune occasion de partager des activités pédagogiques régulières avec leurs camarades du cycle « normal » du collège. Pour ces derniers, ils sont et resteront les « SES », les « débiles », sans qualités, éliminés de la compétition scolaire. Dans l'établissement, entre élèves des deux groupes, on se croise, on s'invective parfois, on s'ignore le plus souvent. Chacun dans son monde, dès la classe de sixième... Pourtant, dans quelques années, ces élèves de la SEGPA réussiront leurs études en apprentissage ou au Lycée Professionnel, auront un métier utile et parfois bien rémunéré, seront parents à leur tour, exerceront leurs droits civiques.

### **1 – 2 – 2 ... et dans laquelle chacun anticipe « naturellement » sa place.**

Au mois de Mai 2005, l'enseignant documentaliste de l'établissement a réalisé une enquête pour tenter de mettre à jour les représentations et les attentes des élèves face au monde du travail. L'effectif était de 28 élèves en 6° et 5° SEGPA, et de 60 élèves pour les autres 6° du collège (Non SEGPA). Le questionnaire était anonyme.

Etudes : alors que 42% des élèves de sixième « Non SEGPA » pensent suivre des études universitaires, le chiffre tombe à 7% pour les élèves de la SEGPA.

Profession : alors que 23% des élèves « Non SEGPA » indiquent envisager une profession du niveau de cadre ou de profession libérale, les élèves de la SEGPA se projettent majoritairement dans le statut d'ouvrier (41%).

Comparaison avec la situation professionnelle actuelle des parents : les élèves « Non SEGPA » font ici aussi preuve d'optimisme (39% d'entre eux estiment que leur situation professionnelle future sera meilleure que celle de leurs parents) les élèves de la SEGPA s'interrogent (38% n'arrivent pas à comparer).

Conditions de travail : Majoritairement, les deux groupes refusent d'exercer un travail qui les expose à respirer des fumées ou des substances dangereuses, un travail qui les expose à des bruits importants, qui impose de longues périodes d'isolement loin de son domicile, qui expose à la saleté, qui expose à des risques d'accident grave, qui nécessite d'être présent régulièrement les samedi et les dimanche, un travail qui expose aux intempéries.

Les élèves de la SEGPA acceptent d'être exposés dans un bâtiment, à de fortes différences de température (51%), de travailler régulièrement la nuit (54%). Ils sont 75% à accepter d'effectuer

pendant leur travail des mouvements répétitifs, pénibles ou fatigants à la longue (Une petite majorité des « Non SEGPA » - 53% - accepte elle aussi de telles conditions de travail).

Importance des diplômes : À 70%, élèves de la SEGPA et « Non SEGPA » sont persuadés, à juste raison, qu'un diplôme permet plus facilement de trouver un emploi.

Inégalité des salaires entre les hommes et les femmes : A 75%, les élèves des deux groupes ont la certitude que, à travail égal, hommes et femmes reçoivent le même salaire !...

L'égalité des chances pour tous est, dans la réalité, une fiction. Dès l'entrée en sixième, « les jeux sont faits ». Les élèves de la SEGPA intériorisent leur destin le plus probable et visent un projet professionnel réaliste, nécessité faisant loi. Ils gardent confiance dans l'école, et savent que leur insertion professionnelle passe par l'obtention d'un diplôme. Ils ont malgré tout une bonne « estime de soi » et ne sont pas prêts à accepter n'importe quelles conditions de travail. Mais, dans le regard des autres élèves et dans l'attitude à leur égard du système éducatif qui ne leur permettra pas de se construire « à égalité de citoyenneté » avec leurs camarades du même âge, ils se savent exclus, et se replient sur eux-mêmes ; ils ne peuvent se concevoir que comme les auteurs de leur échec, et ils en souffrent en silence. La communauté éducative, les personnels de direction, les syndicats enseignants qui forment les principaux bataillons des partis politiques « de gauche » détournent alors les yeux. Personne n'est responsable, personne n'est coupable... Trahison du pacte républicain !!!...

## **2 Quelques pistes, pour évoquer, au collège, le monde du travail**

Au collège, les études perdent de leur évidence, et les raisons de s'investir dans le travail scolaire sont plus difficiles à préciser. L'élève tente d'agencer ensemble des exigences diverses, voire contradictoires. Si l'élève est porteur d'un projet professionnel (qui pourrait paraître peu ambitieux, mais qui aurait le mérite d'exister), pourquoi ne pas l'intégrer au mieux et en faire le point de départ vers la culture scolaire ?

### **2 – 1 Plus de clarté dans les procédures d'orientation : une information complète sur les procédures de sélection**

« Le baccalauréat, nous dit ce grand journal du soir, permet l'inscription à l'université, sauf pour les IUT qui recourent à une sélection<sup>14</sup> ». Certes, tous les étudiants peuvent s'inscrire en première année de médecine ; mais si le candidat échoue au concours qui se situe à la fin de cette première année, il aura au final perdu un temps précieux... Cela, certains le savent, d'autres pas.

Voici un extrait de la brochure de l'ONISEP expliquant aux élèves des lycées la difficulté du premier cycle des études médicales (PCEM1)<sup>15</sup> : « (...) la première année se clôture par un concours hyper sélectif. Les trois quarts des inscrits ne passent pas l'obstacle ».

Pourquoi de telles imprécisions ? Il est tout à fait nécessaire d'expliquer à tous les élèves en quoi et comment ces filières sont sélectives, de rendre disponibles à chaque session les statistiques passées et actuelles de tous les concours (nombre de postes ouverts, admissibles, nombre de reçus, en précisant les répartitions géographiques, éventuellement le nombre d'élèves ayant présenté plusieurs fois le concours avant d'être reçus). Ainsi on s'aperçoit que, au niveau statistique, il est plus difficile d'être admis dans un IUFM en tant que Professeur des écoles que de passer le cap (pourtant redoutable) du concours de fin de première année de médecine...

Autre exemple : « (...) seul un diplôme de troisième cycle permet d'exercer en tant que psychologue. Une sélection sévère s'opère au fil des ans, et l'accès au niveau Bac + 5 reste réservé aux meilleurs éléments<sup>16</sup> ». Ce magazine d'information se garde d'indiquer à ses lecteurs quel est le pourcentage réel d'étudiants qui accompliront avec succès la totalité de ce cursus, par

<sup>14</sup> « Le contrôle continu grignote la valeur du baccalauréat » - Le Monde – 07/06/05.

<sup>15</sup> Parcours – « Les métiers du paramédical et des soins » - ONISEP – Avril 2005 – page 94.

<sup>16</sup> L'étudiant – n°273 – mai 2005 -

rapport au nombre des inscrits en première année... Et que deviendront ces étudiants, leur Maîtrise de psychologie en poche, Maîtrise inutilisable sur le marché du travail car non reconnue ?... Seul un bachelier sur dix inscrits en psychologie accomplira la totalité du cursus (par la suite, les difficultés ne sont pas terminées, puisque le marché de l'emploi dans cette profession est très fermé).

## **2 – 2 Un regard neuf et complet sur les conditions de travail (maladies professionnelles, accidents du travail, salaires, contrats, horaires, contraintes, pénibilité...)**

### **2 – 2 – 1 Les maladies professionnelles et les accidents du travail**

Source d'épanouissement, le travail peut aussi se révéler une source de mal-être. Pire, environ 2 000 personnes meurent chaque année en France pour avoir été en contact avec l'amiante dans le cadre de leur travail. La Caisse Primaire d'Assurance maladie (CPAM) a recensé 98 maladies professionnelles. En tête du peloton viennent les TMS ou Troubles Musculo-Squelettiques, causés généralement par une exposition prolongée à un même geste (20 000 cas de TMS sont détectés chez les salariés chaque année). Viennent ensuite les maladies liées au bruit (un salarié sur quatre est exposé au bruit, un salarié sur deux dans le secteur du bois et du papier), au risque chimique ou biologique, enfin les lombalgies. Le stress, quant à lui, concerne aujourd'hui 57 % des salariés, tant dans le secteur public que dans les sociétés privées. Signalons enfin que parmi les 280 000 cas de cancers qui apparaissent chaque année, 4% à 8,5% sont suspectés d'être d'origine professionnelle, soit 11 000 à 23 000 nouveaux cas par an.

Selon les derniers chiffres publiés, plus de 34 500 maladies professionnelles ont été constatées, déclarées et reconnues en 2001, soit 14 % de plus qu'en 2000. Les accidents du travail ont coûté la vie à 686 travailleurs en 2002 (47 000 ont été gravement blessés par un accident du travail). Ces chiffres, notre système éducatif ne les communique jamais aux élèves...

### **2 - 2- 2 Les métiers à risques**

Les professions les plus exposées sont celles qui manipulent de l'argent (convoyeurs de fonds, employés de banque), ou qui sont chargés du contrôle et de l'application de la loi (policiers, contrôleurs des transports en commun). Sans oublier les salariés qui se trouvent au contact de personnes potentiellement violentes (gardiens de prison, personnel d'établissements psychiatriques) et ceux qui travaillent en dehors des horaires habituels (chauffeurs de taxis, personnel de nettoyage, d'entretien ou de réparation). Il paraît logique de donner également une information objective et accessible aux élèves sur ce sujet.

### **2 - 2 - 3 la vie professionnelle de M. Arnault au programme du collègue ?**

Sans doute, beaucoup d'entre nous pensent que la – passionnante – question des revenus et des salaires en France est trop ardue pour l'esprit de nos collégiens. Examinons une information parue dans un grand magazine économique : « M. Bernard Arnault, « le roi du luxe » (LVMH), a reçu en 2004 une rémunération de 3,9 millions d'euros. Avec 2,25 millions de stock options depuis quatre ans, il a 20 millions d'euros de gains potentiels sous le coude<sup>17</sup> ». Il n'est pas le seul pour qui la situation économique est favorable puisque, poursuit l'article : « Les stock options du CAC 40 recèlent 5 600 millions d'euros de gains potentiels, une hausse de 29 % par rapport à l'an dernier. Un pactole virtuel à se partager entre 140 000 heureux bénéficiaires ».

Il serait très formateur, dans une République démocratique comme la nôtre, de faire découvrir concrètement à tous les élèves combien d'années doit travailler un salarié rémunéré au SMIC ( 911 euros ) pour atteindre la valeur des stock-options détenues – tout à fait légalement, cela va de soi - par M. Arnault... Tout cela (les travailleurs pauvres, la flexibilité, la sous représentation des femmes dans les postes de direction, le poids des actionnaires), qui constitue quelques uns des fondements de nos économies libérales, doit pouvoir s'expliquer à tous les collégiens, y compris à ceux de la SEGPA, avec simplicité et neutralité.

<sup>17</sup> L'Expansion – « l'année de la divine surprise » - page 112 - n° 698 – Juin 2005

## **2 - 2 – 4 - Informer sur les enjeux du droit du travail et sur les possibilités de défense des travailleurs (droit syndical)**

Dès la classe de quatrième, les collégiens sont invités à découvrir – le temps d'un stage d'une semaine – le monde du travail. L'institution les questionne, au retour, sur leurs découvertes, l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise ou du commerce qui les a accueillis : cette « immersion » dans le monde du travail est indéniablement une expérience enrichissante pour les élèves, futurs travailleurs (en cela, l'entreprise est un « lieu de formation »). Mais bien des aspects du monde du travail (et pas les moindres) sont actuellement ignorés par l'Education nationale.

Ainsi, les questions relatives à la défense des travailleurs ne sont pas mises en évidence, alors que la notion de « syndicat » est inscrite – et enseignée – dans le programme d'éducation civique de cette même classe. L'absence générale d'éducation au Droit, l'absence de juristes dans les établissements scolaires questionne gravement la cohérence globale de tout le système éducatif. Enseigner comment s'élaborent les Lois, comment fonctionne la Justice et quels sont les principes d'organisation de nos institutions ne peut suffire à former des citoyens. Qui expliquera à nos collégiens le rôle de l'inspecteur du travail, et la difficulté d'exercer correctement ce métier quand on mesure qu'ils ne sont que 427 pour toute la France ?

Un monde s'ouvre, qui mérite vraiment d'être exploré, expliqué. Il faudra bien, dans un environnement en totale mutation (télétravail, révolution numérique, mondialisation) rendre accessibles aux collégiens quelques bases économiques et quelques principes fondamentaux du droit du travail. Cet exercice serait bien incomplet, s'il ne prenait pas en compte la situation spécifique des femmes dans le travail (précarité, travail à temps partiel imposé, difficulté pour accéder aux postes de direction, salaire inférieur à celui des hommes).

## **3 - L'école, comme lieu d'identification et de valorisation de tous les talents**

Le 29 mai 2005, la France a connu un phénomène politique d'une violence extrême : la rupture entre le peuple et ses représentants. Certes, pour qui voulait les voir, les signes de la crise étaient bien présents, par exemple dans la composition de l'Assemblée nationale élue en 2002 : les élus du peuple d'origine ouvrière représentent 0,5% des députés, alors que, à l'inverse, les enseignants, les professions libérales, les ingénieurs, les chefs d'entreprise et les journalistes sont sur représentés... Dans la société libérale, ne posséder comme diplôme qu'un CAP constitue donc une barrière infranchissable pour représenter ses concitoyens au plan national. A l'exclusion sociale et culturelle s'ajoute, pour les perdants de cette compétition, l'exclusion politique...

Ce malaise diffus est apparu aujourd'hui, par le vote des citoyens, en pleine lumière. Au clivage traditionnel « gauche / droite » vient se superposer une autre grille de lecture de nos sociétés développées : *« Il existe bien un fossé entre le peuple et une sorte de gouvernance bureaucratique, aussi bien française qu'européenne, deux mondes qui ne parlent pas le même langage et ne vivent pas dans le même univers ni physique ni mental. Les élites n'arrivent pas à imaginer que tout le monde ne vit pas entre deux trains ou deux avions à prendre. Nous sommes devant une fracture sociale qui a aussi une dimension culturelle<sup>18</sup> »*, souligne Jean-Pierre Le Goff, sociologue au CNRS.

### **« Toi aussi, tu seras maître du monde ! »**

Au fond, comment fonctionne vraiment « l'élitisme républicain » à la française ? Bardés de diplômes obtenus dans les plus prestigieuses universités du monde entier, champions de la compétition libérale, plébiscités par les médias, les « héritiers » et les lauréats du système éducatif sont confortablement installés aux postes de commandement de la société (Etat, grandes entreprises). Par leur maîtrise parfaite des nouveaux outils que met à leur disposition la révolution numérique (outils « magiques », surpuissants, que les adolescents souhaitent, eux aussi, posséder sans attendre), par leur pouvoir sur la société que nul n'a les moyens de contester, ces nouveaux

<sup>18</sup> « Le travail au centre du lien social » - propos de Jean-Pierre Le Goff – Sud-Ouest – 01/06/2005 – page 1-7



« seigneurs » (américains, européens, japonais et même chinois) ont maîtrisé l'instantanéité et prétendent nous mener au bonheur en nous faisant oublier le « cauchemar de Darwin<sup>19</sup> ». Si je peux suivre en direct sur mon mobile les images du tournoi de Roland Garros, qu'importent les millions d'affamés et de malades du SIDA qui tentent de survivre en Afrique, la pollution, l'épuisement des ressources ou la disparition des espèces. « Jouissons sans entraves ! ». Bercée par les prouesses sidérantes et pourtant bien réelles des nouvelles technologies, la société accepte de se « réformer ». L'école de la réussite se résume alors à un marché où la concurrence entre individus et entre établissements devient peu à peu la règle. Un tel changement de civilisation, unique à l'échelle d'une génération, ne pouvait qu'entraîner et mobiliser une classe moyenne en quête de reconnaissance et de prestige immédiat...

Fasciné, le monde de l'école, lui aussi, s'est rué, sans aucun recul, sans la moindre prise de distance, dans cette nouvelle « modernité », ce qui lui a permis de légitimer son fonctionnement, ses a priori idéologiques (son libéralisme assumé, derrière un humanisme de façade). Victoire sans appel de l'immatériel, du logiciel et du robot sur l'artisan et l'ouvrier (pauvres prisonniers des machines, de la saleté) et mépris condescendant pour un monde qui appartient désormais au passé de l'Humanité. Atomisés l'allumeur de réverbères et le poinçonneur du métro ; demain ce sera peut-être le tour de la caissière de l'hypermarché, du disquaire et du réparateur de cabines téléphoniques. Temps difficiles pour les élèves « fragiles » !... Titulaires d'un « CAP gestion des déchets et propreté urbaine », ils quitteront leurs « cités » et leurs « banlieues » le temps de trier les poubelles des « maîtres du monde » ou se chargeront, toujours avec le sourire, des « soins à la personne » donnés aux pensionnaires des maisons de retraite. Chacun occupera ainsi la place qui lui revient « naturellement ». Ce « rêve » social a les plus grandes chances de se briser au contact de la réalité d'un monde lourd de menaces, et en rapide détérioration... Mais, pendant quelques temps encore, que cette illusion est euphorisante !...

### **Un grand coup de réforme dans le système éducatif !**

Même si nous savons que l'origine sociale n'explique qu'une partie de ces inégalités (15% de enfants de cadres n'obtiennent même pas le Bac), il nous faut réagir et tenter d'inverser, au moins au niveau des représentations sur le travail, ce mouvement. S'il faut « former l'Homme, le travailleur et le citoyen », privilégions l'école qui intègre, l'école qui fait collaborer ses acteurs, qui permet à tous les talents de s'exprimer, sans abandonner l'ambition de l'excellence, mais avec un projet émancipateur et des critères moins académiques, réhabilitant la pratique sans sacrifier les savoirs généraux. L'école ne saurait être d'aucune manière une adaptation étroite des formations aux logiques locales de l'emploi.

Il faut donc convaincre les formateurs et les étudiants des IUFM, les professeurs des collèges, les parents que l'enseignement professionnel n'est pas une « filière poubelle ». Les 18% d'élèves qui obtiennent le Bac Pro sont aussi légitimes que les 53% de lycéens titulaires d'un Bac général !

Parallèlement, il convient de réduire les inégalités sociales de niveau de vie et de sécurité économique (par le droit au travail, le droit à la formation continue – surtout pour les moins formés – tout au long de la vie, par de meilleurs salaires, par la prise en compte de la pénibilité du travail, par le droit à une retraite anticipée, etc.).

Qu'il ait ou non un projet professionnel précis ou formulé, qu'il aspire ou non à poursuivre des études supérieures, l'élève, tout au long de sa scolarité, est une personne qui se structure, qui doit s'épanouir, à qui l'on doit aide, soutien et respect. Le service public de l'Education doit bien être au service du public !

---

<sup>19</sup> Documentaire réalisé par Hubert Sauper – 2005 – « le film montre les ravages de la mondialisation » (Télérama)

## Demain, plus d'école !

Mais aujourd'hui les inégalités géographiques sont criantes (dans les REP et les ZEP, on compte 65% d'enfants issus de familles ouvrières ou dont les parents sont « inactifs » ; ailleurs, dans les autres collèges, cette proportion tombe à 40%<sup>20</sup>) ; il faudra d'abord faire tomber les procédures d'exclusion sociale et « d'évitement » qui remettent en cause les bases même de notre pacte démocratique. *« C'est peut-être là le vrai problème : est-ce que nous voulons réellement que l'école profite à tous ? (...) Que serait cette société dont l'école ne nous indiquerait pas comment il faut la hiérarchiser, et qui réellement ferait toute sa place au « projet personnel de l'élève ». Les règles du jeu seraient bouleversées : des hommes et des femmes égaux, en culture, en connaissances, en compétences, chacun dans le domaine de son choix, et qui pourraient prétendre au même salaire et à la même considération ; vraiment, est-ce un rêve ou un cauchemar ?<sup>21</sup> ».*

Non, la compétition scolaire (cette « évidence naturelle ») qui se déroule dans nos collèges n'est pas juste. Non, les connaissances ne sont pas une marchandise, mais un trésor, un instrument de libération.

Inventons de nouvelles utopies, refusons d'enfermer nos élèves dans un « SMIC scolaire » (ou un « socle minimum des connaissances »), cassons les conceptions libérales qui nous instrumentalisent : que l'école soit demain, au service du public, le lieu citoyen où nos élèves reçoivent, dans tous les domaines (scientifique, littéraire, culturel ou technique), l'héritage de l'Humanité ; que l'école soit émancipatrice et fraternelle pour tous, qu'elle permette aux élèves de découvrir de nouvelles solidarités au contact de l'ouvrière chinoise, du paysan burkinabais ou du « plombier polonais ». Apprenons à nos élèves à leur tendre la main !

Gérard Hernandez – Enseignant Documentaliste en Charente

[gerard-hernandez2@wanadoo.fr](mailto:gerard-hernandez2@wanadoo.fr)

---

<sup>20</sup> Ministère de l'Éducation nationale – Direction de l'Évaluation et de la Prospective (DEP)

<sup>21</sup> La Borderie, René – « 20 facettes du système éducatif » - Nathan pédagogie, 1994, page 266.